

PANORAMA INTERNATIONAL (29-4-2020)

Depuis trois mois, le monde entier tourne autour de la pandémie et de la crise économique. Les questions qui avaient retenu l'attention des médias pendant des mois et des années ne sont devenues que "marginales", par reflet.

Les vagues d'immigrants qui "prennent d'assaut" l'Europe ? La guerre en Syrie ? Les projets de réforme de l'assurance chômage en France ? La guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine ? Le Brexit ? Les discours sur les réformes sociales "nécessaires" pour améliorer les finances publiques et la compétitivité des entreprises ? Les élections américaines ? Disparues des écrans et des radars !

Les discours des gouvernements et des "élites" politiques et intellectuelles officielles, les logiciens idéologiques et programmatiques qui, pendant des décennies, se sont trouvés en haut du podium semblent maintenant venir d'un autre monde et s'adresser à un "public" d'un autre temps. De l'Inde et du Brésil aux États-Unis et à l'Europe, tout tourne seulement autour de deux questions.

- D'une part, le nombre de décès dus au covid-19, la rareté de masques, les traitements qui n'existent pas actuellement, le manque de ressources hospitalières, les stratégies de déconfinement, les tests de détection du virus et des anticorps, le temps nécessaire pour l'arrivée d'un éventuel vaccin problématique.

- D'autre part, la paralysie des économies de tous les pays ; les centaines de milliards - et même les billions - de dollars et d'euros qui sortent de nulle part comme par magie pour éviter les faillites en série des entreprises ; la croissance exponentielle du nombre de chômeurs ; les files interminables de ceux qui, sans ressources ni réserves, tentent, à pied ou en voiture, de se faire distribuer une boîte de nourriture par les États et les institutions caritatives.

Cette situation ne touche pas seulement les favelas et les classes moyennes appauvries du Tiers Monde, mais aussi les métropoles impérialistes, où des masses désespérées crient qu'elles préfèrent mourir du coronavirus que de voir leurs familles mourir de faim. Un petit échantillon de la presse : "Jeudi dernier, 6 000 voitures ont fait la queue sur 8 km au département libre-service d'une banque alimentaire à San Antonio, au Texas. Certaines familles sont arrivées 12 heures plus tôt pour s'assurer qu'elles recevaient de l'aide. À Inglewood, en Californie, au sud de Los Angeles, 5 000 voitures ont fait la queue pour le déjeuner de vendredi. Le recours aux banques alimentaires à Pittsburgh, en Pennsylvanie, a augmenté de 543 % au cours des derniers jours. [<https://www.wsws.org/en/articles/2020/04/13/pers-a13.html>]

Aux États-Unis, en 5 semaines, le nombre de chômeurs (qui était de 8,5 millions avant la crise) a augmenté pour atteindre un total de 34,5 millions.

La situation est bien pire dans des pays comme l'Argentine ou le Brésil, où le nombre de travailleurs "au noir" (dont les familles mangent la nuit s'ils ont travaillé le jour) avoisine le 40 % de la population active.

Sans parler de la situation sanitaire, qui, si elle est déjà très problématique dans un pays comme la France, est franchement désastreuse non seulement dans les pays périphériques et du Tiers-Monde, mais aussi aux États-Unis, où plus de 20 % - certains parlent d'un tiers - de la population n'a pas de couverture médicale et où une estimation suggère que le coût direct du traitement contre la covid-19 pourrait se situer entre 42 000 et 74 000 dollars par patient.

Dans ce contexte, le chaos qui règne dans les milieux dirigeants reste indescriptible.

Aux États-Unis, de nombreux gouverneurs sont en conflit ouvert avec le gouvernement central qui préconise un retour rapide à la "normalité". Une histoire surréaliste : dans sa conférence de presse quotidienne, Trump a conseillé l'utilisation de perfusions de désinfectants pour tuer le coronavirus ... À la tête de la première puissance mondiale, un débile profond a battu tous les records précédents de Reagan et de Bush Jr.

En France, le gouvernement Macron ne sait pas comment sortir du guêpier et la population ne croit pas un mot de ce qu'il dit. Pendant ce temps, 10,2 millions de travailleurs ont été mis "chômage partiel", s'ajoutant aux 3,5 millions de chômeurs et aux 246 000 travailleurs qui ont été licenciés au cours du mois de mars¹.

Au Brésil, Bolsonaro exige un retour au travail avec le soutien d'une partie de la population qui veut à tout prix travailler et demande à l'armée d'intervenir.

En Argentine, complètement paralysée, la gendarmerie et la police bloquent les sorties des bidonvilles et le gouvernement prétend "résoudre la question sociale" en faisant distribuer par l'Église et les organisations sociales un million de boîtes de nourriture.

En outre, le contexte géopolitique est extrêmement compliqué et tendu. Et l'Europe se déchire sur la façon de faire face à la crise et aux plans de relance économique pour "le jour d'après". L'Allemagne et les pays du Nord ne veulent pas entendre parler de garantir les dettes des pays du Sud (comme l'Italie), alors que ces derniers (dont la France) soutiennent que l'Europe n'a pas d'avenir sans une communauté d'intérêts et de projets.

Bref, les coutures de l'ordre bourgeois mondial craquent de tous les côtés. Cette situation va bien au-delà d'une crise sanitaire et économique. Nous sommes en présence d'une crise générale du système capitaliste telle que celle de 2008 est une sorte d'apéritif. Si nous devons chercher un précédent à la crise actuelle, c'est à celle de 1929 que nous devrions nous référer.

¹ Une deuxième méthode de calcul, basée sur les demandeurs d'emploi, parle d'un total de 5 858 000 chômeurs et de 177 000 supplémentaires au mois de mars (*Le Monde*, 29-4-2020).